

Représentations d'une violence symbolique, structurelle et institutionnelle, un ordinaire de l'habitat social au Venezuela

Résumé :

De Hugo Chávez à Nicolás Maduro, le Venezuela est plongé depuis 1999 dans une série de réformes connues sous le nom de « Révolution bolivarienne ». Cette communication montre une série de représentations et de résistances, tant dans l' espace public qu' autour du programme national massif de construction de logements sociaux, la Gran Misión Vivienda Venezuela (GMVV). Comment l' État construit-il un discours dit « révolutionnaire » par l' utilisation des rapports de force entre puissance gouvernementale et population ? Comment ces violences symboliques, structurelles et institutionnelles conduites par l' État (dé) légitiment-elles un habitat social ? Le paysage urbain devient un reflet de la coercition politique, sociale et économique du pays. Il révèle de manière récurrente des représentations de la violence, tant structurelle, institutionnelle que symbolique.

Mots-clés : habitat social, violences, politiques publiques, discours, vulnérabilité.

Hugo Chávez est élu Président de la République le 6 décembre 1998, marquant un revirement politique au sein du pays. Son élection est porteuse d' espoirs, soutenue par des attentes fortes de la population en matière de transformation sociale qu' il s' agisse de la résorption de la pauvreté, des inégalités économiques et des injustices sociales. Le 15 décembre 1999, le pays sujet à de nombreux événements climatiques tels que fortes pluies, inondations et glissements de terrain, sécheresses, tremblements de terre, a été marqué par la « Tragédie de Vargas », présentée également comme « le

jour où la montagne avança jusqu' à la mer», qui a été l' une des catastrophes climatiques les plus marquantes de ces trente dernières années. Les attentes électorales initiales amplifiées par les conséquences sociales de la tragédie climatique ont amené le gouvernement à engager rapidement des réformes désignées sous le nom de « Révolution bolivarienne ». À partir de 2003, le pays a vu ses anciennes politiques publiques démantelées au profit de nouveaux dispositifs, les « missions », qui, de l' agriculture au logement en passant par l' éducation et la santé, développent des programmes de lutte contre la pauvreté pour répondre à l' urgence sociale en dehors des cadres ministériels, et remédier aux lenteurs administratives et à la faible réactivité des gouvernements précédents. Dans ce contexte géographique, politique et social, Chávez propose, en 2004, la « Mission Habitat » qui sera le préambule à ce qui deviendra en 2010 le programme de construction massive de logement social au niveau national, la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV), avec l' ambition de produire 5 millions de logements en 2025. L' État propose alors une réécriture de l' histoire récente du Venezuela qu' il place dans un discours de révolution bolivarienne. Il accompagne ce récit d' une nouvelle rhétorique fondée sur un discours de guerre affirmant qu' il semble opportun et cohérent d' effacer l' histoire coloniale pour valoriser la résistance autochtone.

En 2011, le scénario politique est bouleversé par le cancer de Chávez¹. Dans l' incapacité de terminer son mandat en 2013, il choisira, son successeur : le ministre des affaires étrangères de l' époque, Nicolas Maduro Moros, toujours au pouvoir après sa réélection pour un second mandat (2019-2025). Au fil des années, le pays plonge dans une tourmente politique et géopolitique qui dépasse ses frontières à laquelle s' ajoute une crise économique qui s' est installée avec la chute des cours de pétrole en 2014, dont dépend largement l' économie vénézuélienne. Entre 2012 et 2018, l' inflation a explosé et le PIB diminué de deux tiers tandis que plus de

¹ D' abord considéré comme un secret d' État, son état de santé est révélé après qu' il ait suivi un traitement à Cuba ; il est même surmédiatisé juste avant la campagne présidentielle de 2012. Chavez propose alors au pays un programme baptisé Plan de la Patria dans lequel s' inscrit la GMVV. Programmes présentés par Chávez pour la période présidentielle 2013-2019 et par Maduro pour 2019-2025.

6 millions des 30 millions d'habitants, ont émigré, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Encore en 2022, le Vénézuéla est submergé par une grave crise généralisée qui a été amplifiée, en 2020, par les sanctions économiques du gouvernement de Trump. La violence de ces mutations peut être mise en rapport avec celle de l'État à travers ses instruments de coercition. Parmi eux, le logement social est un instrument d'action publique qui constitue un dispositif à la fois technique et social et organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur (Lascoumes et Le Galès, 2004, p. 13).

Selon Avila, « La violence structurelle est synonyme d'injustice sociale, de répression des besoins réels et donc des droits humains. La violence institutionnelle est une violence exercée par un organe de l'État, un gouvernement, l'armée ou la police. Le terrorisme d'État et les différentes formes de dictature et de répressions militaires appartiennent à ce type de violence. La violence institutionnelle est un instrument de reproduction de la violence structurelle ». (K. Avila, 2018, p. 182). Notre hypothèse est que le paysage urbain actuel autour de la production de GMVV est devenu un reflet de la coercition politique, sociale et économique du pays et révèle de manière récurrente des représentations de violences qu'elles soient structurelles et institutionnelles, mais aussi symboliques, dès lors qu'elle engage sur des modes de vie, de pensée et de langage. Il s'agit en effet de, « Dissimuler sous le voile de relations morales des relations de dépendance économiquement fondées : "Un des effets de la violence symbolique, est la transfiguration des relations de domination et de soumission en relations affectives, la transformation du pouvoir en charisme ou en charme propre à susciter un enchantement affectif" [Bourdieu, 1994, p. 189]. » (M. Gérard, 2006, p. 93).

Les principales questions qui se posent à nous sont alors : comment l'État « magique », ainsi que l'a défini initialement l'historien et anthropologue vénézuélien Fernando Cornoli après ses études sur la dépendance historique du pays à l'égard des ressources pétrolières, peut-il viser une solution « miraculeuse » aux problèmes rencontrés par la société ? Comment l'État construit-il un discours dit « révolutionnaire » par l'utilisation des rapports de

force entre puissance gouvernementale et population ? Comment ces violences symboliques, structurelles et institutionnelles conduites par l' État (dé) légitiment-elles un habitat social ?

Pour avancer sur ces questions, nous observerons sur deux parties, divers types de représentations des violences et des résistances qui ont eu lieu à Caracas entre 2015 et 2017². Dans la première partie, nous esquissons la construction du discours révolutionnaire à travers la construction GMVV et les événements controversés, d' Oscar Pérez, « occupant » d' un bâtiment de la GMVV, assassiné par le gouvernement et dont le traitement médiatique comme le message envoyé par l' État aux bénéficiaires du programme de la GMVV a pénétré les consciences : « aucun opposant ne sera toléré dans ces logements ». Puis, nous verrons comment l' État délègue certaines responsabilités de contrôle à la population, à des groupes identifiés comme adhérents au programme politique par le biais d' instruments territoriaux tels que la carte de la Patrie et les Comités Locaux d' Approvisionnement et de Production (CLAP). Dans une deuxième partie, il s' agira de comprendre la logique de l' État « magique » et l' arrivée des missions bolivariennes en évoquant le récit politique et social de la Tour de David. Cet édifice du centre-ville de Caracas est devenu le plus haut bidonville vertical du monde avec, d' abord, l' assentiment de l' État lors de l' appropriation du bâtiment par les habitants, puis leur expulsion lors d' une opération militaire, afin de les reloger à 72 kilomètres du centre-ville, dans une des missions de la GMVV. Cette nouvelle décision introduit de nouvelles tensions sociales et économiques observées dans les bâtiments de la GMVV et recueillies lors des témoignages sur leur quotidien.

La construction d' un discours révolutionnaire autour du logement social

² Au niveau méthodologique, après un travail de terrain mené entre 2015 et 2020 au Venezuela, nous avons constitué un corpus de documents en lien avec des entretiens non directifs menés auprès d' une vingtaine de familles habitant des programmes de la GMVV, ainsi que des rencontres avec les acteurs institutionnels et privés de l' aménagement urbain.

Selon la sociologue P. Vasquez Lezama (2014) depuis le début de la Révolution bolivarienne, la mise en valeur d' Hugo Chavez s' appuie sur l' image du paysan, du messie et du sauveur du peuple voire même de l' humanité. Cet homme est perçu comme humble, venant des plaines (llanos) du pays. Il a créé un nouveau système dont la particularité est de se fonder sur un modèle militaire, noyé dans un discours conciliant entre l' État et le Peuple, et sur une mécanique de valorisation du peuple. Il apparaît dans la représentation d' Hugo Chavez une confusion constante entre son histoire personnelle et les influences de grands personnages historiques. L' historienne M. Lopez Maya (2013) associe ce processus révolutionnaire spécifique au populisme, une catégorie politique démagogique et fréquemment utilisée comme véritable modèle de transition. La caractéristique universelle du populisme repose sur la division de la société dans un discours politique agressif, dichotomique, polarisé et discriminatoire. Ces traits sont clairement visibles dans le discours utilisé par Hugo Chavez, son successeur et tous les dirigeants politiques de son bord. Certains adjectifs à connotations positives, voire complaisantes sont mobilisés pour catégoriser le peuple : les bons, les souffrants, les patriotes, les nationalistes. Tandis que des termes radicalement négatifs sont utilisés pour décrire les opposants au régime : l' ennemi, l' oligarchie, la bourgeoisie, le fascisme, les traîtres.

En matière architecturale, la production actuelle de la GMVV, entreprise en 2011 dans l' urgence, a conduit l' État à livrer des logements standardisés au détriment d' une planification d' ensemble. En mars 2022, le Gouvernement affirmait que la GMVV avait créé 3,6 millions de logements et maintenait que ce chiffre serait porté à 5 millions dans un pays avec 28 millions d' habitants. Ces annonces révèlent une croissance incohérente, d' une part, en regard des besoins réels de la société vénézuélienne qui selon la Chambre Vénézuélienne de la Construction, étaient estimés à 1,2 million en 2011. D' autre part, si nous estimons un ratio d' occupation de 4 personnes par appartement, les trois quarts de la population vivraient dans ces opérations d' ici 4 ans. Malgré cet engagement, en 2018, l' État a encore revu ses ambitions de la GMVV à la hausse, annonçant que 5 millions de logements seront construits d' ici 2025, dans un pays profondément transformé, jusque dans son écriture architecturale qui illustre la crise du pays. Pour porter ces changements, la

construction d' un discours révolutionnaire dans l' espace de la GMVV passe par l' inclusion de manière systématique d' un marketing politique. La signature de Chávez et ses Yeux en grand format sont apposés sur les façades aveugles du bâtiment, dans les halls d' accès ou à l' extérieur sur l' acrotère ou corniche. Dans l' espace urbain, les édifices et nouveaux espaces de la GMVV ont été baptisés des noms de personnages, penseurs et héros révolutionnaires qui ont combattu et promu l' unité latino-américaine : Bolivar, Chávez, Sucre, Abreu e Lima, Artigas, Neruda, Luisa Cáceres de Arismendi. Dans la plupart des opérations GMVV, un buste ou une statue de Chávez est dans une place, accompagnée de plusieurs murs de tendance gauchiste. Lors de nos visites de terrain, certains habitants appellent même leur logement les « maisons de Chávez », comme si l' État incarné par Hugo Chávez garantissait l' aide nécessaire aux plus démunis qui font preuve de respect et de fidélité politique, même après la mort du « Héros éternel ». Nos enquêtes de terrain ont largement confirmé cet échange symbolique qui dépasse le simple clientélisme ou prosélytisme politique.



Image 1 GMVV les « Bateas de Maurice ». Anzoategui. Image 2 Urbanisme GMVV cité Argelia Laya (1926-1997 - enseignante, philosophe, activiste politique et lutteuse sociale, défendant le droit de la femme à l' éducation © par l' auteure, 2017.



Image 3-4 Les trois barres tricolores GMVV-avenue Bolivar. La première barre en jaune, s' appelle Omar Torrijos, qui a été Général des forces armées panaméennes et dirigeant de fait du pays de 1968. La seconde barre en bleu, baptisée Oscar López Rivera, l' un des plus importants dirigeants des Forces armées de Libération nationale, portoricain, arrêté et condamné à 55 ans et 15 ans additionnels de prison. La dernière barre en rouge appelée Les Cinq Héros Cubains en l' honneur des officiers des services de renseignement cubain emprisonnés aux Etats-Unis. © Par l' auteure, 2019.

La « trahison » d'un occupant de la GMVV

Óscar Alberto Pérez, 36 ans, inspecteur de police au sein du Corps vénézuélien d' enquêtes criminelles et pénales (CICPC), dirige un soulèvement policier contre le gouvernement de Nicolás Maduro. Le 27 juin 2017, après trois mois de manifestations antigouvernementales, une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montre un groupe d' hommes armés déclarer : « nous sommes nationalistes, patriotes et institutionnalistes. Cette lutte n' est pas menée avec le reste des forces de l' État, elle est contre la tyrannie de ce gouvernement ». Quelques heures plus tard, Oscar Perez prend les commandes d' un hélicoptère du CICPC et survole la Cour suprême avec une banderole « 350 Libertad », en référence à l' article 350 de la Constitution bolivarienne qui stipule : « Le peuple du Venezuela [...] désavouera tout régime, toute législation ou toute autorité qui contrevient aux valeurs, principes et garanties démocratiques ou qui porte atteinte aux droits de l' homme ». Des grenades sont lancées depuis l' avion sur la Cour suprême de justice du Venezuela (TSJ) et le ministère de l' Intérieur et de la Justice (MIJ), sans blesser personne.

Rapidement, le gouvernement riposte et montre des vidéos et documents attestant qu' Oscar Perez avait été « un bénéficiaire de la GMVV » et qu' en raison de sa déloyauté, l' appartement lui avait été enlevé par la force lors de l' opération TUN-TUN (signifiant toc-toc) du 29 juin 2017. Le ministre du logement de l' époque, Manuel Quevedo, déclare que « dans la GMVV ne peut résider aucun terroriste ». La diffusion de ce message a-t-elle servi d' avertissement aux habitants de la GMVV ? « Rappelez-leur que de lourdes conséquences leur seront infligées si leur loyauté envers le gouvernement, qui leur a donné un chez-soi, est mise en doute ». Il a détaillé via Twitter que la propriété est située dans le bâtiment M, DH Oscar López Rivera, sur l' avenue Bolívar.



Image 5 : Capture d' écran. Tweet par le ministre Manuel Quevedo le 29 juin 2017 en montrant les documents d' assignation du logement à Oscar Pérez et le bâtiment rouge de la GMVV.

Selon les recherches de Franz Manuel von Bergen (Von Bergen 2017) et Giovanna Ferrera (Ferrara 2015), experts dans l' analyse des discours, Maduro recherche le contact direct avec le peuple à l' instar de son prédécesseur Chávez. Ces mêmes modalités de discours se retrouvent dans les prises de parole gouvernementales. Ainsi Diosdado Cabello, ex-président de l' Assemblée nationale constituante, reproduit dans un programme télévisé « con el mazo dando » le même modèle d' allocutions que « Aló presidente »

de Chávez, se prévalant des mêmes stratégies discursives de rapprochement avec ses interlocuteurs. Plus précisément, la façon de s' adresser au public passe par l' utilisation d' un langage familier qui décale les situations, les extraits de leur contexte en les situant sur les champs de l' anecdote, du commun et de l' ordinaire. Ainsi, la justification de l' utilisation de la violence et des armes prend la forme d' un bouclier, d' une protection de la révolution bolivarienne et de ses adeptes révolutionnaires. Dans son discours, Maduro se réfère constamment à « l' esprit » de Chávez, qu' il assure être toujours à ses côtés, « qui vit en lui ». À cette position quasi mystique, il ajoute une rhétorique qui multiplie les références et citations guerrières, des attaques permanentes à l' opposition pour nourrir un discours unique qui rejette toute voie alternative, et finalement toute forme d' opposition. Nous sommes ici face à une violence symbolique qui selon le sociologue Gérard Mauger, est une violence déguisée, qui s' exerce non seulement par le langage, mais aussi par les gestes (ceux des rituels religieux ou profanes et les choses (par exemple, les injonctions muettes des espaces architecturaux. De façon générale, il s' agit de dissimuler, euphémiser, légitimer les rapports de force (G. Mauger, 2006, p. 92).

Les collectifs et des instruments territoriaux comme moyen de pression

Revenons d' abord aux origines de ces collectifs. Ils se sont formés en guérilla urbaine dans les années 1960, plus ou moins rattachés à l' extrême gauche, mais revendiquant clairement leurs idées. Au fil du temps, ces groupes de militants sont devenus une catégorie fortement stigmatisée par la société, vecteur de violences urbaines, jusqu' à devenir avec l' arrivée de Chávez au pouvoir, le bras armé pour défendre la Révolution bolivarienne, parfois au prix fort. L' étude intitulée Démocratie en uniforme, rédigée par le politologue Rodriguez Franco approfondit l' instrumentalisation des forces armées dans le processus politique mis en place après l' arrivée d' Hugo Chávez au pouvoir. « Dans cette situation, les relations entre civils et militaires ont été modifiées d' un "contrôle civil négocié" à un contrôle civil articulé principalement par la "loyauté" de l' institution militaire à l' égard du président Chávez et sa représentativité personnelle indiscutable du "peuple" »

vénézuélien (Garrido, 2005). Tout cela a provoqué de fortes tensions institutionnelles et bouleversé les piliers sur lesquels repose la légitimité du gouvernement. Ce nouveau contrôle civil à l'égard de la composante armée s'est manifesté à partir de la réforme des directives constitutionnelles depuis 1999» (X. Rodriguez Franco, 2006, p. 258). Le Président de la République devient le Commandant en chef des forces armées, remaniant un fondamental de la nation qui donne au président un contrôle accru de l'ensemble de la gestion de l'État, au travers des armes. Au-delà des collectifs, déjà acquis à la cause gouvernementale, l'organe militaire lui doit loyauté et, par effet de structure, le peuple doit aussi loyauté aux corps armés, l'organisation militaire qui représente le pouvoir public et les organisations civico-militaires.

Lors d'un travail de terrain mené entre 2015 et 2020, la mise en place d'instruments de gestion territoriale comme la Carte de la Patrie a été questionnée. Cette carte nationale, munie d'un code QR, apparaît comme l'équivalent d'une carte d'identité, qui recense à la fois l'adhésion individuelle à un parti politique ou à des organisations sociales, et les missions ou aides dont l'individu bénéficie. Si elle est présentée comme non obligatoire, elle reste requise pour avoir accès à un carton alimentaire des Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (CLAP), comme à un logement social. D'après Margarita López Maya (2018), « en réponse à la non-gouvernabilité extrême [de] la vie quotidienne (...), la Carte de la Patrie et les CLAP sont les nouveaux circuits clientélistes par lesquels transitent les ressources publiques en échange de loyauté politique ». Alors que plusieurs observateurs constatent que la Carte de la Patrie est devenue un instrument d'échange et de répression gouvernementale, les habitants soulignent eux-mêmes l'existence de dérives partisans. Lors des manifestations massives qui ont secoué le pays en 2017, les habitants de la GMVV se sont plaints de trouver sur les portes et façades de logements le même symbole, un cercle rouge rayé (Ø), accusant les collectifs armés progouvernementaux de marquer les maisons des opposants.

À travers les exemples d'Oscar Perez, des collectifs et des CLAP, la transformation de la guerre à travers la « narration... et la virtualisation du réel grâce aux techniques numériques a profondément contaminé les visions du

monde... (les discours fabriquent des faits ou des situations) qui n' ont plus pour objectif de transmettre des informations ni d' éclairer des décisions, mais d' agir sur les émotions et les états d' âme des électeurs, considérés de plus en plus comme le public d' un spectacle. » (Salmon 2007). À cette fin, C. Salmon explique qu' il existe la possibilité de structurer une vision politique à travers des personnages ou des histoires afin de montrer une représentation particulière de la conquête du pouvoir. Ces événements qui se déroulent dans l' espace public deviennent, par les images qu' ils produisent, vecteurs de discours sur les canaux officiels (TV) et les réseaux sociaux : de la viralité des images aux commentaires, réactions, contre-discours qu' elles suscitent, ce processus origine la construction d' un discours révolutionnaire à la fois porteur et instigateur de violences institutionnelles, structurelles et symboliques.

La logique de l' État « magique », les missions bolivariennes et le logement comme instrument politique

La géographie et les épisodes climatiques qui affectent régulièrement le Venezuela ont renforcé le regard des gouvernements sur les territoires dits vulnérables où se situent la plupart des quartiers précaires qui se principalement développées dans l' agglomération du Grand Caracas et de l' État de Vargas, aujourd' hui rebaptisée La Guaira³. Entre 1951 et 1958, le contexte se caractérise par une croissance urbaine disproportionnée, notamment de la ville dite informelle qui s' ancre dans la topographie la plus variée de la capitale (Padron, 1992). L' architecte Marco Negrón décrit une période de « schizophrénie » associée à cette croissance urbaine pendant laquelle les espaces informels se développent sans contrôle, au détriment d' une ville planifiée. Après les diverses tragédies historiques et notamment la « Tragédie de Vargas » en 1999 qui détruisit des dizaines de milliers de logements, l' urgence de fournir des logements décentes aux victimes a amené

³ La toponymie faisant l'objet d' une stratégie de réécriture de l' histoire à toutes les échelles du territoire, l'État de Vargas a été rebaptisé en 2019 État de La Guaira (d'après une municipalité éponyme) le Gouvernement bolivarien souhaitant effacer le nom de José Maria Vargas (1786-1854), médecin et homme d'État jugé trop antimilitariste.

le Gouvernement bolivarien de Chávez, à mettre en place, en 2002, des campagnes sociales et territoriales.

Michel Foucault, nous rappelle que l'État naît dès lors qu'il se présente en protecteur, d'un « je vous protège » qui sous diverses formes garantit la protection de sa population. Au Venezuela, cette figure d'un gouvernement bienfaiteur a été incarnée par Hugo Chavez, perçue comme une tutelle divine et désignée, encore après sa mort, « commandant héros éternel ». Selon le sociologue E. Lander et en accord avec Cabrujas, « l'apparition du pétrole au Venezuela a créé une sorte de cosmogonie : la richesse pétrolière avait la force d'un mythe, grâce au pétrole, il était possible de passer rapidement du retard au développement spectaculaire. Dans ces conditions, la notion d'État providentiel apparaît comme sortie d'un chapeau de prestidigitateur, l'État comme un sorcier magnanime capable de réaliser le miracle du progrès » (E. Lander, 2018, p. 35). En plus de promouvoir la régularisation et la réhabilitation des quartiers défavorisés, de nouveaux décrets ont constitué la base juridique donnant à la population un rôle politique dans le processus de planification et de gestion de l'espace. Dans le même temps, et avant de créer le « Socialisme du XXI^e siècle », Chávez a mis en place une série de politiques publiques avec des instruments d'actions arbitraires guidés par un mot d'ordre, l'expropriation, qui conduit à un processus massif de nationalisation⁴ des terrains inoccupés ou abandonnés. Ces orientations ont notamment permis la production des opérations GMVV sur toutes les parcelles vides du centre-ville de la capitale de manière assez expéditive, ainsi que la création des missions qui se définissent comme la mise en œuvre de politiques sociales installées au sein des barrios populaires, au plus près des citoyens, et extérieurs aux administrations préexistantes, se distinguant ainsi des services publics en place. En outre, les bénéficiaires des missions seraient les oubliés, les maltraités des gouvernements précédents. Cette nouvelle orientation discursive a favorisé l'invasion des bâtiments, et notamment la Tour Confinanzas à Caracas, comme la création continue de nouveaux logements informels par des habitants traumatisés ayant subi différentes violences structurelles dues à l'absence de logements décents.

⁴ Lors de la diffusion de l'émission Aló Presidente en février 2010.

Habiter le bidonville « plus haut de la planète »

En 1990, David Brillembourg, le président du groupe financier Confinanzas, décide de construire un complexe en plein centre des affaires de la capitale vénézuélienne. Le bâtiment est un gratte-ciel recouvert de verre, situé sur l'avenue Andrés Bello. Il est l'un des complexes de bâtiments les plus remarquables de la capitale vénézuélienne. La Tour Confinanzas, premier nom de la Tour de David, surplombe la ville avec ses 45 étages et 191 m de haut ; la tour A est le troisième plus haut bâtiment du pays et le huitième en Amérique latine. En 1993 David Brillembourg meurt et, un an plus tard, la construction est paralysée en raison de la crise bancaire. La propriété du bâtiment a été donnée à l'État par l'entité FOGADE (Fonds de protection sociale des investissements et des dépôts bancaires, qui est un institut autonome doté d'une personnalité juridique avec des actifs patrimoniaux indépendants des propriétés de la République).



Image 6. « Torre David/Gran Horizonte », une « favéla verticale » à Caracas. © Brillembourg/Klumpner, 2013 et Daniel Schwartz, 2011-2012.

Abandonnée, propriété de l' Etat, la tour est d' abord squattée en 2004 par un premier groupe de personnes sans abri, avant d' entrer dans un processus de bidonvilisation en vertical entre 2007 et 2013. En 2010, Chávez a explicitement demandé à la population la plus démunie d' identifier les terrains vagues, les bâtiments vides et les zones inutilisées afin de « récupérer » ces espaces en remède au déficit de millions de logements dans le pays, une solution d' attente en préambule à la construction massive de logements qui allait se mettre en place. Pour les 3 600 habitants de la tour, ces annonces leur permettent de se sentir institutionnellement protégés, et les renforcent dans l' organisation d' un quotidien de quartier, en vertical. À l' époque, certains occupants y ont ouvert leur commerce, du coiffeur au marchand de glaces, ainsi que des bodegas, des bibliothèques, un cyber café, deux boutiques de couture, un terrain de basket, un salon de coiffure, une salle de sport et une église baptiste. Ils ont aussi créé une coopérative d' habitation (Caciques de Venezuela, R.L.) pour gérer tous les services d' eau et d' électricité sur une figure légale. La porte d' entrée de la tour est surveillée jour et nuit, et des pass d' entrée numérotés sont accordés aux visiteurs. Les familles se sont organisées pour le nettoyage des étages et des escaliers, afin d' assurer la sécurité, ou encore le transport des habitants, la livraison des courses jusqu' au dixième étage par les motos-taxis, qui circulent, grâce à une rampe d' accès en béton réaménagée par les occupants. Durant 9 ans, ils ont investi les espaces avec des matériaux mobilisés dans les constructions informelles (briques rouges, tôles, bâches...) D' après le documentaire Torre David-Gran horizonte, les habitants se sentent mieux et plus en sécurité que dans la configuration classique du quartier informel :

« Ici, dans la tour, nous avons des "badges" d' accès et tout le monde ne peut pas entrer comme dans les barrios, ici, nous avons plus de contrôle ».

« J' ai tout perdu, l' eau a tout emporté et donc, avec beaucoup d' efforts, nous nous sommes organisés et nous avons construit tout ça, ici nous avons construit notre maison, j' ai cherché les matériaux et

j' ai construit cette dalle (dans l' ancienne fosse d' ascenseur de la tour) parce que j' ai trois enfants et j' ai besoin de plus d' espace ».

Cette structure vide a permis une appropriation de l' espace en fonction de leur propre nécessité, produisant un vrai territoire « commun » par une lutte communautaire de sans-abri. Dans notre analyse, cette communauté organisée fait partie des formes d' actions collectives concertées en faveur d' une cause (Neveu, 2015). Elles peuvent être lues comme les mobilisations des groupes dominés, exclus, marginaux, producteurs d' une arène singulière où s' expriment des revendications qui ne trouvent pas accès ou solution dans les organisations institutionnelles. Envisager l' espace des mouvements sociaux comme un univers de pratiques et de sens distincts suppose que ceux qui en font partie ou qui prétendent y pénétrer maîtrisent un ensemble de savoirs et de savoir-faire inhérents à la conduite des actions contestataires (Mathieu, 2007).

L' expropriation par l' opération militaire et représentation de la violence à l' internationale

La population en question a été ignorée par les autorités pendant sept ans jusqu' en 2015 où le gouvernement décide de vider la tour sans être clair sur les raisons de le faire (en tout cas, pas publiquement). Ce regain d' intérêt questionne quant aux raisons qui ont subitement poussé l' État à ordonner son évacuation. Le gouvernement vénézuélien a lancé l' Opération Zamora, un plan stratégique spécial civique-militaire pour reloger les occupants dans une des villes socialistes de la GMVV située à 72 km du centre de Caracas. En fin d' année, le transfert des familles est achevé. À partir du moment où l' État gère cette opération militaire, il peut se revendiquer comme seul dépositaire de la violence (Weber, 1919). Selon Ernesto Villegas, ministre de la Transformation Révolutionnaire de la Grande Caracas (2013-2015) et directeur à l' époque de l' un des principaux bureaux producteurs de la GMVV, il s' agissait d' une « décision humanitaire » argumentant que les conditions de vie de la communauté de la tour étaient « extrêmement risquées ». Il déclare :

« Il s'agit d'une très grande communauté avec des caractéristiques très particulières. Il y a près de 1 200 familles, 11 % sont des étrangers, et ils ont un niveau d'organisation impressionnant, ils ont des porte-parole pour chaque étage, des coordinateurs... c'est le quartier [bidonville] vertical le plus propre [qui existe]. Une occupation illégale est un passeport pour un logement de la GMVV. Ce n'est pas une expulsion, mais une opération harmonieuse avec la communauté » E. Villegas, 2015.

La Tour de David était devenue un sujet d'intérêt pour différents médias, et pour certains architectes, le laboratoire d'une nouvelle vie verticale. En 2012, lors de la 13e édition de la Biennale de Venise d'architecture, le prix du Lion d'Or a été remporté par Urban Think Tank pour leur contribution dans l'ouvrage et documentaire Torre David-Gran Horizonte. Selon l'architecte Alfredo Brillembourg et le filmmaker Hubert Klumpner, il s'agissait de mettre en avant la vie interne d'un objet iconique à Caracas, un symbole de pauvreté et d'échec des politiques de logements, inspirant à la fois peur et insécurité. Résolument inspirante, la tour de David a été choisie comme décor à la production télévisuelle nord-américaine Homeland (saison III), en 2013, pour développer une histoire chargée de violence dans cet édifice présenté comme un centre du trafic des drogues et des « narcos » du Venezuela ; la violence y est exacerbée occultant le versant collectif du lieu. Si le scénario diffuse une image stigmatisante, il est vrai que la ville de Caracas et le Venezuela sont considérés comme des lieux violents, et même parmi les plus dangereux du monde⁵. La tour de David symboliserait-elle la conjonction entre violence symbolique, institutionnelle et même urbaine de l'État vénézuélien ? Depuis 2015, l'avenir de la tour est entouré d'hypothèses et d'incertitudes comme le confirment les deux lauréats de Venise, professeurs de l'École Polytechnique de Zurich, lors d'un entretien en 2018 :

⁵ « Le Venezuela est le pays le plus violent d'Amérique latine avec 16 506 décès dus à des morts violentes en 2019. Il y a 60,3 décès violents pour 100 000 habitants. » Cela a été rapporté par le sociologue Roberto Briceño León, directeur de l'Observatoire vénézuélien de la violence et une partie de notre panel de personnes interrogées sur le thème du logement.

« La Tour de David a toujours symbolisé, non la mort du capitalisme, mais l' objet par excellence qui explique les 20 ans de Chavisme au Venezuela. L' architecture change avec le temps. C' est l' exemple parfait d' un contenant qui reçoit divers symbolismes. Actuellement, il semble que la tour ne peut jouer aucun rôle dans la société du moment (2018). Le gouvernement vénézuélien n' a ni les ressources ni la créativité pour développer un projet cohérent. Ce que la tour symbolise, c' est la forte incertitude et le manque de capacité à faire quoi que ce soit. Récemment, d' importantes fissures sont apparues après le séisme d' août 2018. Ceci indique qu' il faudra investir des dépenses monumentales dans la tour. Ce tremblement de terre montre que la Tour de David est extrêmement dangereuse à l' heure actuelle et représente un risque, encore plus grand en centre-ville ».

Bien que le bâtiment ne fût pas sécurisé parce qu' il n' était pas terminé au moment de l' occupation, les habitants sont arrivés à recréer un espace confortable à vivre, un nouvel habitat légitimé par eux et pour eux. La dimension publique d' un lieu ne réside pas dans sa condition physique, mais dans les relations sociales qui y sont établies, à savoir, dans le partage collectif ou la pratique de l' endroit. Par rapport à l' état actuel du bâtiment, pendant les 13 dernières années, « des voleurs ont commercialisé des morceaux de la façade de Tour de David, ils ont pris l' acier, l' aluminium et tout ce qui avait une quelconque valeur pour le revendre en dessous du prix du marché » (Irazabal, Sosa, Evan, 2020). Alors que la façade disparaissait peu à peu, le squelette en béton montrait de plus en plus sa dégradation forgeant un paysage abandonné et même violenté dans l' iconographie de la ville.

D' après nos enquêtes menées entre 2015 et 2021 plusieurs habitants relogés dans la GMVV Ezequiel Zamora⁶, évoquent leurs difficultés rencontrées au quotidien sur la fourniture des services dans leurs nouveaux logements :

Enquêtrice : Avez-vous un service régulier d' eau, d' électricité, de ramassage des ordures, de gaz ?

⁶ Militaire et homme politique vénézuélien, né à Cúa (Miranda).

Maria : Ah, ça ne vient pas depuis un moment. Tout le monde prend ses poubelles le matin pour ne pas les avoir devant la maison. Ça arrive aussi avec le gaz, nous avons la tuyauterie, mais pas l' installation. L' eau vient un jour oui et un jour non !

Kevin : L' eau, c' est à nous de l' acheter par citernes. Pour l' électricité, ils ont mis une arrivée, mais l' installation est incomplète depuis trois ans, et ils doivent réparer certaines choses. Chacun a un réservoir et chaque fois que le camion-citerne passe, on achète l' eau individuellement.

Helena : Non, l' eau vient les dimanches et part les mercredis.

Enquêtrice : Est-ce que les transports publics arrivent jusqu' ici ?

Karla : Au début, on n' avait que trois bus dans la journée, il fallait se lever très tôt pour prendre le bus de 6 h et on revenait très tard. Parfois, on devait garder les enfants avec nous au boulot parce que c' était impossible de rentrer à la maison pendant la journée. Ici, nous sommes trop loin du centre-ville.

Dans leurs récits, si la plainte fait partie de leur vie quotidienne, ils n' attendent pas de solution en réponse à leurs demandes, saisissant finalement l' équivoque du discours de l' État pour écrire leur nouveau destin : c' est bien à eux, comme ils le peuvent, de régler la gestion de leur lieu de vie. Cette relocalisation a exigé un nouvel effort d' appropriation, augmentant leur vulnérabilité. Il s' agit bien de comprendre l' empilement narratif autour du bâti, les actions collectives et les luttes relatives aux habitants qui sont à la recherche de leur droit à vivre correctement en ville (Lefebvre, 1972). Ces récits comme ceux de l' occupation de la Tour de David ne sont que l' illustration ou le symptôme qui mettent en scène des violences symboliques, les disparités sociales et alimentent les discours identitaires (Musset, 2009).

Conclusion

Dans cette communication, nous avons analysé trois types de représentations des violences qui ont eu lieu principalement entre 2015 et 2018 : les violences structurelles et symboliques fondées sur l' injustice sociale par l' instrumentalisation des services, de l' espace, la gestion et le contrôle social, les décisions arbitraires, mais aussi les violences institutionnelles exercées par l' Etat ou un organe étatique par des menaces, la création de la peur et le renforcement de la dépendance. En reliant les violences à la notion d' habitat et à la gestion de l' occupation de l' espace par des habitants ayant vécu des traumatismes successifs et animés par le désir de retrouver un toit comme de gagner en « justice sociale », nous avons observé la manière dont les puissances gouvernementales ont convoqué un nouveau récit, une nouvelle histoire. Pas seulement. Ils ont aussi exploité la vulnérabilité d' une population traumatisée — les relogés des catastrophes climatiques, les laissés pour compte des « gouvernements antérieurs ». Interventions militaires musclées de l' État déclencheur d' actions violentes, instrumentalisation des logements sociaux à des fins politiques, agressions envers les habitants... Ces violences de l' État insidieuses, encadrées par des corps armés (dé) légitimes ont pris des formes diverses, utilisant la propagande et banalisant le rapport à la violence, le rendant presque ordinaire à des fins politiques, celles d' obtenir l' assentiment, le soutien, la fidélité de la population au projet sociétal bolivarien.

Dans le contexte de la Révolution bolivarienne, et plus particulièrement des politiques publiques, force est de constater l' incapacité de l' État à avoir pu modifier concrètement la vie matérielle de ses habitants, qui, sous de nouvelles modalités, les amène à répéter un même scénario : l' exclusion, l' adaptation à une nouvelle précarité. Le Gouvernement montre là son impuissance face à la crise du logement, à la lutte contre la précarité et à la résorption de la pauvreté, contrat sur lequel il n' a pourtant de cesse de s' engager, mais qui peine à dépasser le discours, qui plus est, empreint de toute une rhétorique. Nous repérons dans cette étude à travers les récits des acteurs une dynamique inédite qui s' est créée entre l' État et une population toujours fragile. Si les habitants relogés dans un quartier de la GMVV ont pu accéder au « grand rêve » social de disposer d' un logement formel — pour reprendre les termes des habitants, il y a aussi eu le revers de la médaille :

l' État attend en retour une fidélité, un témoignage de révérence, de considération, de déférence à son égard. Il s' avère que dans sa politique du logement social, l' État choisit qui peut bénéficier ou non d' un logement, créant ainsi une nouvelle forme de privilèges (Wilson, 2021) et de violence institutionnelle.

Bibliographie

Ávila Keymer, "Estado de excepción y necropolítica como marco de los operativos policiales en Venezuela" , Revista Crítica Penal y Poder, 2018, n°15, pp. 180-214. 2018.

Brillembourg Alfredo, Hubert Klumpner, Torre David : Informal Vertical Communities. Zürich, Switzerland: Lars Müller Publishers. 2013.

Fuster-Farfan Xenia, Sosa Valdez Darysleida, Wilson Wetter Yaneira, Habiter les villes latino-américaines : débats, réflexions et enjeux de la recherche urbaine. L' Harmattan. Collection Habitat et sociétés. 2021.

Honneth Axel, La lutte pour la reconnaissance. Paris : Gallimard. 2000.

Irazabal-Zurita Clara, Sosa Irene, Schlenker Lee, The High-Rise and the Shack. ACME: An International Journal for Critical Geographies, 19 (1), 1–34. 2020.

Lander Edgardo, « El Estado y las tensiones de la participación popular en Venezuela ». OSAL, Buenos Aires: CLACSO. Año VIII, N° 22. Septiembre 2007.

Lander Edgardo, « El Estado mágico sigue ahí. Las continuidades y rupturas en la historia del petroestado venezolano ». Revista Nueva Sociedad N° 274. 2018.

Lascoumes Pierre, Le Galès Patrick, Gouverner par les instruments. Paris, France : Presses de Sciences Po. 2004.

Lefebvre Henri, *Le Droit à la ville, suivi de Espace et politique*, Paris, Éditions Anthropos. 1972.

Lopez Maya Margarita, *Participación y poder popular en Venezuela: antes y ahora*. Universidad Central de Venezuela. *Revista Historia*. Año 3 (3), 53-77. Universidad del Zulia. Enero/diciembre 2012.

Mathieu Lilian, *L' espace des mouvements sociaux*, Politix, Paris. 2007.

Mauger Gérard, « 4. Sur la violence symbolique », in Hans-Peter Muller et Yves Sintomer *Pierre Bourdieu, théorie et pratique*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2006, p. 84-100.

Musset Alain, *Geohistoria o geoficción? Ciudades vulnerables y justicia espacial*. Medellín : Universidad de Antioquia. 2009.

Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Editions La découverte. 2015.

Padrón Martín, « Caracas 1928-1958: Permanencias y transformaciones morfológicas durante la primera modernidad urbano-arquitectónica en Venezuela ». *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones Estéticas Mario J. Buschiazso*, (29), 87-101. 1992–1993.

Rodriguez-Franco Xavier, *La Democracia Uniformada: el Poder Militar en Venezuela*. *Polis [online]*. 2006, vol.2, n.1 [citado 2022-04-08], pp.245-272.

Salmon Christian, *Storytelling: la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris, France : La Découverte. 2007.

Vásquez Lezama Paula, *Le Chavisme : Un militarisme compassionnel*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l' homme. 2014.

Wilson Wetter Yaneira, « L' opposition manifeste en Image. Esthétique et Storytelling » in Art et Esthétique des Luttes, Bouchier Martine et Dehais Dominique (dir), Paris, Metispresses. 2020.

Wilson Wetter Yaneira, La politique de la ville en images: le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020), Thèse de doctorat en urbanisme, Université Paris 10, Nanterre. 2020.

Autres sources :

Film documentaire : Torre David. Urban-Think Tank. 22 min. 2015.

En ligne : <https://vimeo.com/ondemand/torredavid/49094660>

Plan régional d' aide pour les réfugiés et les migrants (RMRP) par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR) [en ligne]

<https://www.r4v.info/es/refugiadosymigrantes>

Notice biographique :

Yaneira Wilson Wetter

Architecte-urbaniste, docteure en Architecture et Ville à l' Université Paris Ouest Nanterre, chercheuse au Centre de Recherche sur l' Habitat (UMR 7218 LAVUE). Thèmes de recherche sous-tendus par les problématiques du réaménagement/transformation de l' espace urbain, du logement social, de l' analyse des représentations et de l' impact des images de la ville sur les habitants, de son identité et un volet important sur la configuration des acteurs et les divers outils mobilisés dans les nouvelles politiques publiques.

www.crh.archi.fr/_Wilson-Wetter-Yaneira_

yaneira.wilson@paris-valdeseine.archi.fr